



annoncelegale@juragricole.com // 03 84 43 03 99

Le rendez-vous des élus

FUTUR PROJET

DE LOI DE DÉCENTRALISATION

Les préfets invités à faire des propositions

Le Premier ministre a adressé une instruction aux préfets de région et de département pour leur demander de faire, avant le 15 novembre, des propositions sur le projet de loi de décentralisation que Sébastien Lecornu entend déposer dans les semaines qui viennent.

Au fil des déclarations, courriers et autres instructions, les contours de « l'acte de décentralisation » que veut initier le Premier ministre se dessinent. Dans le courrier qu'il a adressé aux préfets, le 28 octobre, Sébastien Lecornu commence par donner des éléments de calendrier – plus raisonnables que ce qu'il avait affirmé un temps, lorsqu'il espérait voir ce projet de loi adopté avant les municipales. Désormais, il indique que « l'examen du texte débute avant les élections municipales ».

Sept compétences dans le viseur

Après avoir demandé aux associations d'élus de livrer leurs contributions à l'élaboration de ce texte, le Premier ministre demande maintenant aux préfets de faire de même, précisant qu'en plus de la décentralisation, ce projet de loi comprendra des mesures de « *déconcentration* » : le rôle des préfets sera « *renforcé* ». Sébastien Lecornu répète ce qui sera, visiblement, l'axe central de ce projet de loi : « *Chaque service public doit être incarné par une autorité identifiée, disposant des moyens pour son action, et responsable des résultats obtenus. Cette autorité doit être un ministre, un préfet ou un élu local.* » Il souhaite également que le texte contienne « *un ensemble de mesures fortes et claires de simplification du droit applicable aux collectivités territoriales* ». Il demande donc aux préfets de lui faire parvenir, d'ici au 15 novembre, leurs propositions sur le volet décentralisation et sur le volet déconcentration.

Sur le premier volet, il s'agit d'identifier « *les dispositions législatives et réglementaires* » permettant de « *clarifier la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales* », sur sept thématiques en particulier : la santé, l'urbanisme, le logement, les transports, la culture, le tourisme et le sport.

Doit-on comprendre, dans cette demande, que le chef du gouvernement envisage de transférer – totalement ou en partie – ces sept compétences aux collectivités ? L'avenir le dira.

En matière de déconcentration, le Premier ministre demande notamment aux préfets de lui

faire remonter « *un premier bilan* » des décrets pris l'été dernier par le gouvernement Bayrou, qui renforcent nettement le pouvoir des préfets dans les départements et en font le chef de file de toutes les administrations déconcentrées et l'interlocuteur unique des collectivités. Sébastien Lecornu rappelle que les préfets, dans le cadre de leurs « *relations quotidiennes avec les élus locaux* », sont « *des acteurs essentiels de la préparation de ce nouvel acte de décentralisation* », d'où sa demande de « *contribution* », dans des délais très brefs.

Quatre préalables

La venue du Premier ministre à la séance de clôture du congrès de l'AMF, le jeudi 20 novembre – sauf renversement d'ici là – sera peut-être l'occasion d'en savoir un peu plus sur ses intentions. L'AMF, de son côté, a fait connaître ses conditions et ses « *préalables* » pour tout nouvel acte de décentralisation. Elle répète que si elle est, bien entendu, ouverte à toute réforme qui renforcerait le « *pouvoir d'agir* » des élus et leur « *liberté* », cette dernière ne peut s'exercer sans moyens financiers. L'AMF a posé quatre « *préalables* » à toute discussion sur une évolution de la décentralisation, qui ne peut selon elle se résumer à de simples transferts de compétences : le principe de la subsidiarité ascendante (c'est-à-dire l'idée que les collectivités devraient décider elles-mêmes de l'échelon territorial le plus efficace pour la mise en œuvre d'une politique publique) ; l'autonomie financière et fiscale ; un « *transfert immédiat du pouvoir réglementaire de l'État aux collectivités* » ; et une redéfinition de la libre administration des collectivités territoriales.

Les responsables de l'AMF n'ont pas manqué de noter qu'à rebours des intentions décentralisatrices du Premier ministre, le projet de budget qu'il porte implique de très lourdes ponctions financières sur les budgets locaux, ce qui paraît, pour le moins, antinomique.

Franck Lemarc

(Source : Maire Info)

AGIS
Maître Antoine CONVERSE
3B rue du Miroir
39200 SAINT-CLAUDE
19 Avenue Jean Moulin
39000 LONS-LE-SAUNIER

ABM GRAPHIC

Société par actions simplifiée
au capital de 299 880 euros
porté à 229 680 euros
Siège social : 255 rue Victor Puiseux
39000 Lons-le-Saunier
322 647 298 RCS Lons-le-Saunier

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 1er octobre 2025 a décidé de réduire le capital social de 70 200 euros pour le ramener de 299 880 euros à 229 680 euros par voie de rachat et d'annulation de 195 actions. Le Président a constaté en date du 4 novembre 2025 que cette réduction de capital se trouvait définitivement réalisée à cette même date. Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention :
Le capital social est fixé à deux cent quatre-vingt-dix mille huit cent quatre-vingts euros (299 880 €).
Nouvelle mention :
Le capital social est fixé à deux cent vingt-neuf mille six cent quatre-vingts euros (229 680 €).

POUR AVIS
Le Président

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL – DELAI D'OPPOSITION

Art 1007 Code Civ
Art 1378-1 Code Proc Civ
Loi n° 2016-1547 du 28 nov 2016
Suivant testament olographe en date du 1er juin 2021, Monsieur Emmanuel Maurice Louis LOEILLET, en son vivant commerçant, demeurant à CHAMPVANS (39100) 40 Avenue de la Gare N° à VESOUL (70000), le 25 juin 1966 Célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité. Décédé à CHAMPVANS (39100), le 22 octobre 2025.
A consenti un legs universel.
Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Céline RUIZ, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Marc BARTHEN, Céline RUIZ et Victor VANDEL, notaires associés", titulaire d'un Office Notarial à DOLE (39100), 8, rue Joseph Thoret, le 4 novembre 2025, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.
Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Céline RUIZ, notaire à 39100 DOLE 8 rue Joseph Thoret, référence CRPCEN : 39033, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de LONS-LE-SAUNIER de la copie authentique du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.
En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

SELARL BARDET LHOMME
Société d'avocats inscrite
au barreau du Jura

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 6/11/2025 a été constitué le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun DE GRANDE RIVIERE, agréé le 10/09/2025 sous le n°39-1366, dont le siège social est fixé 15 Les Bouviers – 39150 GRANDE-RIVIERE CHÂTEAU, qui sera immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de LONS-LE-SAUNIER (Jura).

Pour avis,
La Gérance.

RD71 IMMO

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 15 Rue Pasteur, 39000 LONS LE SAUNIER

Constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée électronique en date à ORGELET du 6 Novembre 2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société civile immobilière
Dénomination sociale : RD71 IMMO
Siège social : 15 Rue Pasteur, 39000 LONS LE SAUNIER
Objet social : L'acquisition par voie d'apport, d'achat ou d'échange, la propriété, l'administration, la gestion, et plus généralement l'exploitation par bail, location ou autrement, d'ensembles immobiliers, éventuellement, la construction d'immeubles à usage professionnel, commercial ou d'habitation, Exceptionnellement, l'aliénation d'immeubles sociaux et de ceux devenus inutiles à la Société au moyen de vente, échange ou apport en société, La prise de participation dans toute société civile de placement immobilier.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Monsieur Didier RICHARD, né le 23 mai 1964 à ORGELET (39), demeurant 15 rue Pasteur 39270 ORGELET
Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LONS-LE-SAUNIER.
Pour avis
La Gérance

AGRI CONSEIL 39

EARL PAGET EXPLOITATION

Siège social : 20 Rue de la Confrérie
39300 LOULLE
Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Société civile au capital social de 325.490 €
R.C.S. Lons-le-Saunier
n° 924 923 055

Par décision du 04-11-2025, l'associé unique a décidé, rétroactivement à compter du 01-11-2025 :
- d'agréer M. PAGET Aurélien, cogérant pour une durée illimitée,
- de transformer la société en GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN dénommé GAEC PAGET EXPLOITATION, Société Civile Particulière, sans création d'un être moral nouveau. GAEC agréé le 28-05-2025 sous le n° 39-1365. Les statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention sera faite au R.C.S. de Lons-le-Saunier.

Pour avis,
la gérance

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL – DELAI D'OPPOSITION

Aux termes de son testament olographe du 22 novembre 2016, Madame Jeanine Camille Maurice MATHIEU veuve BOUILLIER, ayant demeuré à BLYE (39130), 526 Grande rue, décédée à LONS LE SAUNIER (39000) le 26 juillet 2025, a institué des légataires universels.
Le testament a été déposé au rang des minutes de Maître Bruno MAIRE, Notaire associé à LONS LE SAUNIER (39), suivant procès-verbal en date du 09 août 2025 dont la copie authentique a été transmise au greffe du Tribunal Judiciaire de LONS-LE-SAUNIER.
Les oppositions pourront être formulées auprès de Maître Bruno MAIRE, Notaire à LONS LE SAUNIER (Jura) 13 rue Louis Rousseau, en charge de la succession.

Pour avis
Maître Bruno MAIRE

INSERTION –AMÉNAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Elise CLERC-BARNABE, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée «LEDOLX – NOTAIRES ASSOCIES», titulaire d'un Office Notarial à LONS-LE-SAUNIER, 21bis rue Rouget de Lisle, CRPCEN 39004, le 28 octobre 2025, Monsieur Alain Georges André MASSON, retraité, et Madame Nicole BOUSSAUD, retraitée, demeurant ensemble à MONTMOROT (39570) 141 route de Saint Didier. Monsieur est né à LONS-LE-SAUNIER (39000) le 9 juin 1949. Madame est née à LONS-LE-SAUNIER (39000) le 16 octobre 1950. Mariés à la mairie de VERNANTOIS (39570) le 28 août 1971 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ont procédé à l'aménagement de leur régime matrimonial avec un apport à communauté par l'époux d'un bien immobilier situé à MONTMOROT (39570), A Savagna, et insertion d'une clause de préciput sur ce bien. Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire

JURABLANC

Société à responsabilité limitée
au capital de 180.000,00 euros
Siège social : 23 Rue Carnot,
39200 SAINT-CLAUDE
381 939 495
R.C.S. LONS-LE-SAUNIER

Aux termes d'une délibération en date du 31 mars 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis,
La Gérance

Notez-le

Dernier délai pour la parution de vos annonces légales PAPIER le mardi 17h POUR UNE PARUTION PAPIER LE VENDREDI

ET TOUJOURS PARUTION IMMÉDIATE SUR NOTRE SITE INTERNET

Professionnel du droit ou particulier

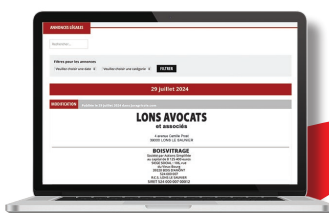
Gagnez du temps

pour publier vos annonces judiciaires et légales

leJura
AGRICOLE ET RURAL

Sans intermédiaires
Dans toute la France !

Publiez vos annonces en toute autonomie 24h24 - 7j/7



OU



Nous relisons votre annonce avant publication

Scannez ce QRCode pour en savoir plus

